

Démocratie

ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE, AVRIL 2026 : LES GRANDS ENSEIGNEMENTS

Antoine Bristielle

13/04/2026

Quels éclairages offrent les résultats de la dernière vague de l'Enquête électorale française, réalisée par Ipsos pour Le Monde, le Cevipof et la Fondation Jean-Jaurès et interrogeant plus de 10 000 Françaises et Français ? Selon l'analyse qu'en fait Antoine Bristielle, directeur de l'Observatoire de l'opinion de la Fondation, le paysage politique est marqué par de fortes tensions, alors que la présidentielle de 2027 s'annonce comme un moment de forte mobilisation, portée par une demande massive de transformation et une centralité persistante des enjeux socio-économiques.

La perception d'un Rassemblement national renforcé suite aux municipales

Les élections municipales de mars 2026 apparaissent, dans l'opinion, comme une séquence bénéfique au Rassemblement national (RN). En effet, 74% des Français considèrent que ce parti sort renforcé du scrutin, contre seulement 26% qui estiment qu'il est affaibli. Aucun autre parti ne bénéficie d'un tel niveau de reconnaissance, ce qui souligne le caractère singulier de cette dynamique.

À l'inverse, l'ensemble des autres formations politiques apparaissent fragilisées. Si la perception est moins négative concernant La France insoumise (LFI) – seulement 60% jugent le parti affaibli suite aux municipales –, elle est particulièrement dure envers Renaissance – 80% des Français jugent le parti affaibli – et Les Écologistes – 85% des Français les jugent affaiblis.

Ce contraste installe une lecture très déséquilibrée du paysage politique : les municipales n'ont pas seulement produit des résultats locaux, elles ont renforcé dans l'opinion l'idée d'un système partisan dominé par une force en expansion, face à des acteurs perçus comme en recul.

Les alliances de la gauche : globalement pertinentes aux municipales mais rendues illusoires à la présidentielle par l'effet repoussoir Mélenchon

Dans ce contexte, la gauche apparaît traversée par une tension stratégique forte entre efficacité locale et crédibilité nationale. Les alliances nouées au second tour lors des municipales entre LFI et le reste de la gauche sont globalement validées par l'électorat de gauche. Ainsi, seuls 16% des sympathisants de gauche considèrent qu'il ne fallait pas procéder à des fusions de listes, tandis que 32% estiment qu'il fallait le faire dans tous les cas et 33% uniquement pour éviter la victoire de la droite ou de l'extrême droite. L'union est donc perçue comme une stratégie pragmatique et globalement légitime à l'échelle locale. Notons néanmoins une différence chez les proches du Parti socialiste : 27% d'entre eux considèrent que ces alliances ne devaient pas avoir lieu, peu importe les circonstances, et 26% qu'elles ne devaient avoir lieu que face au Rassemblement national (RN).

Cependant, cette logique d'union se heurte à une limite majeure dans la perspective présidentielle. La France insoumise fait en effet l'objet d'un rejet massif dans l'opinion : 73% des Français jugent peu ou pas probable de voter un jour pour ce parti (le score le plus élevé, et de loin, parmi les partis politiques testés), contre seulement 14% qui déclarent l'envisager. Cette défiance se retrouve également dans le jugement porté sur Jean-Luc Mélenchon, dont une éventuelle élection à la présidence de la République susciterait 81% de Français mécontents, contre seulement 11% de satisfaits. Notons que seulement 8% des proches du Parti socialiste seraient satisfaits d'une victoire de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle. À titre de comparaison, 19% seraient satisfaits d'une victoire de Gabriel Attal et 21% seraient satisfaits d'une victoire d'Édouard Philippe.

Il en résulte une contradiction structurante. Si l'union de la gauche est perçue comme efficace dans une logique défensive et locale, elle apparaît difficilement transposable à l'échelle nationale dès lors qu'elle implique une figure aussi clivante que celle de Jean-Luc Mélenchon. L'effet repoussoir de la tête de proue de La France insoumise rend illusoire toute perspective d'union de la gauche – au sens large – pour la présidentielle.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une présidentielle très attendue, dans un contexte de forte demande de transformation de la société

L'enquête met en évidence un niveau d'intérêt particulièrement élevé pour l'élection présidentielle de 2027, confirmant la centralité de ce scrutin dans la vie politique française. 86% des Français déclarent s'y intéresser, dont 50% se disent « très intéressés » et 36% « plutôt intéressés ». Ce niveau d'attention traverse l'ensemble des catégories sociales et politiques, y compris parmi les électeurs habituellement les plus distants de la politique institutionnalisée.

Cet intérêt s'inscrit dans un contexte de forte attente de transformation. Seuls 1% des Français estiment qu'il faut laisser la société française en l'état, tandis que 25% souhaitent simplement l'aménager. À l'inverse, 50% considèrent qu'il faut la réformer en profondeur et 24% la transformer radicalement. Autrement dit, près des trois quarts des Français expriment une demande de changement substantiel. Cette demande est par ailleurs majoritaire dans toutes les catégories d'âge, dans toutes les catégories socioprofessionnelles et chez les proches de l'ensemble des formations politiques françaises. Notons également la profonde augmentation de cette demande de changement : en mars 2023, la demande de transformation « en profondeur » était de 7 points inférieure à ce qu'elle est aujourd'hui et la demande de transformation « radicale » était de 8 points inférieure.

La présidentielle de 2027 apparaît ainsi comme le moment où ces attentes pourront s'exprimer pleinement. Elle cristallise à la fois un niveau élevé de politisation et une aspiration diffuse à ce que les grandes orientations politiques pour notre pays soient débattues en profondeur.

Les sujets économiques et sociaux au cœur des priorités des Français

Dans ce contexte, la hiérarchie des priorités électorales est particulièrement nette et met en lumière la centralité des enjeux économiques et sociaux. La préservation du système de santé arrive en tête des préoccupations, avec 76% des Français qui jugent ce sujet déterminant dans leur futur choix de vote, devant l'amélioration du pouvoir d'achat (66%), le fait que le travail paie davantage (63%) et l'amélioration du système éducatif (56%). Assurer une meilleure sécurité des biens et des personnes n'est jugé comme un sujet déterminant du vote que par 53% des Français, même si cette thématique est largement déterminante chez les proches des Républicains (69%) et du Rassemblement national (72%).

Ces résultats traduisent une forte attente de réponses concrètes aux difficultés du quotidien. Ils montrent également que, malgré la polarisation du débat sur certains enjeux identitaires ou culturels, le socle des préoccupations reste largement structuré par les conditions matérielles d'existence. C'est donc en particulier sur ces thématiques économiques et sociales que les candidats seront jugés au moment de la présidentielle.

Radicalité vs compromis : deux France se font face

Au-delà des enjeux programmatiques, l'enquête met en lumière un clivage structurant concernant les attentes en matière de radicalité et de comportement politique. Au global, une majorité de Français (63%) estime qu'il y a aujourd'hui trop d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique, contre 37% qui jugent au contraire qu'il n'y en a pas assez. Dans le même temps, les attentes en matière de leadership évoluent de manière notable. 45% des Français déclarent préférer un dirigeant qui reste fidèle à ses idées et ne fait pas de compromis, contre 55% qui privilégient un dirigeant prêt à en faire. Notons à ce niveau que, en l'espace d'un an, la préférence pour l'absence de compromis a augmenté de 9 points.

Il est par ailleurs frappant de constater à quel point la France est polarisée sur ces deux aspects. D'un côté, les proches de LFI, du RN et de Reconquête trouvent majoritairement qu'il n'y a pas assez d'idées et de comportements radicaux (respectivement 51%, 56% et 59%). D'un autre côté, les proches de toutes les autres formations politiques considèrent dans leur très grande majorité qu'il y a trop d'idées et de comportements radicaux dans la vie politique française. Deux pôles de valorisation de la radicalité se dégagent donc nettement à la gauche radicale et à l'extrême droite.

Le rapport au compromis en politique se dessine quant à lui de manière légèrement différente : si 46% des proches de LFI valorisent un leader politique qui ne fait pas de compromis, les chiffres sont encore plus élevés à droite et à l'extrême droite (53% pour les proches des Républicains, 62% pour les proches du RN et 79% pour les proches de Reconquête).

Des primaires plébiscitées mais une union des droites qui reste chimérique

Enfin, l'enquête met en évidence un soutien assez large au mécanisme de primaires, perçu comme un moyen de structurer l'offre politique au sein d'un camp. Ainsi, 86% des sympathisants de gauche, hors LFI, soutiennent l'organisation d'une primaire de la gauche en dehors de La France insoumise.

De l'autre côté du spectre politique, 72% des sympathisants du « bloc central » et 75% des sympathisants des Républicains sont favorables à une primaire de la droite et du centre. Néanmoins, la perspective d'une « union des droites » au sens large reste à l'heure actuelle assez chimérique. Seulement 20% des proches d'Horizons souhaitent l'intégration de Reconquête à une primaire. Au sein des Républicains, la fracture est néanmoins plus importante : parmi les 75% de proches des Républicains favorables à une primaire, 52% souhaitent qu'elle ait lieu entre Renaissance, Horizons et Les Républicains, quand 48% souhaitent qu'elle intègre également le parti d'Éric Zemmour.

Conclusion

Au total, l'enquête met en évidence un paysage politique marqué par de fortes tensions. D'un côté, le Rassemblement national apparaît comme la seule force clairement perçue en dynamique, tandis que les autres partis sont fragilisés. De l'autre, la gauche reste prise dans une contradiction entre logique d'union et contrainte d'incarnation. Dans ce contexte, la présidentielle de 2027 s'annonce comme un moment de forte mobilisation, portée par une demande massive de transformation et une centralité persistante des enjeux socio-économiques. Elle devra également répondre à une attente renouvelée de leadership, combinant rejet des excès de radicalité et exigence de clarté et de cohérence.